

[Text]

management mandate, a mandate that would have incorporated things like wildlife and parks, so that we could reflect the concept of multiple-use management at the federal level. We would then have had an agency with an operational management responsibility. This in itself would have given the agency an enormous amount of credibility and stature.

Mr. Arseneault: Would you say the first step would be to take all the federal forest lands and place them under the jurisdiction of the Department of Forestry?

Mr. Carrow: Including Indian lands?

Mr. Arseneault: Forestry lands that are now under the Department of Native Affairs. If it is under a certain department, it is considered federal land.

Mr. Carrow: National parks are fairly clear. So are the lands managed for migratory birds and so on. But when we move into Indian lands, I am not sure. It is such a complex situation. Perhaps we could consider military lands as well.

Mr. Arseneault: I read some articles from your university on another subject: the economy in regard to the deficit. Do you follow the economy, looking at the effects of interest rates and the rate of the dollar, since forestry is such a large export industry? Do you do any studies on that? Do you have any comments on the rate of the dollar and the interest rates?

Mr. Carrow: We have two or three faculty members at the University of Toronto who are authorities on forest economics and resource economics. They pursue their own lines of research, and I do not think they are particularly involved in those issues at present.

Mr. Arseneault: I thank you both again, and invite you to make a closing comment.

Mr. Godbout: I would like to say that two things provide tremendous opportunities across Canada for collaboration and co-operation: sustainable development, and the need for awareness of the public. Some of the things that have been dead issues in the past because of conflicting jurisdictions may be partly resolved by the need to make the public aware, and then thinking in those terms. For example, in terms of statistics, the fear of provinces of sending some data to the federal government was that the federal government would try to tell them how to manage their own resource. I guess it was more fear than actual fact, but this is what happened.

[Translation]

mandat de gestion beaucoup plus vaste, un mandat intégrant la faune et la flore, les parcs, par exemple, pour que l'on puisse illustrer l'idée de gestion à objectifs intégrés au niveau fédéral. Nous aurions alors disposé d'un organisme ayant une responsabilité de gestion opérationnelle. Cela aurait d'ailleurs donné à l'organisme une crédibilité et une envergure énormes.

M. Arseneault: À votre avis, la première étape devrait-elle consister à placer toutes les forêts fédérales sous le mandat du ministère des Forêts?

M. Carrow: Y compris les terres indiennes?

M. Arseneault: Les forêts qui relèvent actuellement du ministère des Affaires indiennes. Si elles relèvent d'un ministère, elles sont considérées comme des terres fédérales.

M. Carrow: Pour les parcs nationaux, la chose est claire. Il en va de même pour les terres gérées pour les oiseaux migrateurs et autres. Mais lorsqu'on parle de terres indiennes, je ne sais trop. La situation est bien complexe. On pourrait peut-être aussi évoquer les terrains militaires.

M. Arseneault: J'ai lu quelques articles venant de votre université sur un autre sujet: l'économie face au déficit. Suivez-vous la situation économique, en tenant compte des effets des taux d'intérêt et de la valeur du dollar, puisque les forêts constituent un secteur si important pour les exportations? Faites-vous des études là-dessus? Avez-vous des remarques à faire sur le taux de change du dollar et sur les taux d'intérêt?

M. Carrow: Nous avons deux ou trois professeurs à l'Université de Toronto qui sont des autorités en matière d'économie forestière et d'économie des ressources. Ils font leur propre recherche, et je ne crois pas qu'ils s'occupent particulièrement de ces questions à l'heure actuelle.

M. Arseneault: Je vous remercie encore une fois et je vous invite à faire une déclaration finale.

M. Godbout: Je voudrais dire qu'il y a deux choses qui offrent des possibilités extraordinaires de collaboration et de coopération pour le Canada tout entier: le développement durable et la nécessité de sensibiliser le public. On pourrait peut-être résoudre en partie certaines des questions qui ont été des impasses par le passé du fait des compétences contradictoires en sensibilisant le public et en revoyant les choses selon cette optique. Par exemple, pour ce qui est des statistiques, la crainte qu'ont les provinces d'envoyer certaines données au gouvernement fédéral vient de ce qu'elles craignaient que celui-ci n'essaie de leur dire comment gérer leurs propres ressources. Je crois que c'était une crainte plus qu'une réalité, mais c'est ce qui s'est produit.

• 1745

If we talked in terms of the need to inform the public about the state of the forests, to bring better awareness to and better public support for forestry, then maybe the two

Si nous parlons de la nécessité d'informer le public sur l'état des forêts, de le sensibiliser davantage aux questions forestières pour avoir davantage son appui, les deux ont